



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres

Ouvert sur offres de prix N°244/ 2021

Financement : Budget de fonctionnement OFPPT

Objet :

La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	02
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	02
ARTICLE 3 : DEFINITIONS	02
ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	02
ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS	03
ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS	05
ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	06
ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE	07
ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	07
ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS	08
ARTICLE 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	08
ARTICLE 12 : REPARTITION EN LOT	09
ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	09
ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS	10
ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE	11
ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE	11
ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	12
ANNEXES	
▪ Annexe n° 1 : Modèle de l'acte d'engagement	
▪ Annexe n° 2 : Modèle de la déclaration sur l'honneur	
▪ Annexe n° 3 : Note sur les moyens humains et techniques	

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet :

La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.

Il est établi en vertu des dispositions des articles n°16, 17 & 18 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

1. **Attributaire** : Concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché;
2. **Autorité compétente** : L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché;
3. **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché;
4. **Groupement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT;
5. **Maître d'ouvrage** : Entité de l'office (centrale, régionale ou locale), qui passe le marché avec l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de service.
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle ci-joint.
- b) L'Original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPT.

N.B : - Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT.
- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT ;

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux (b) et (c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

C- Le dossier additif comprend :

1. Le chiffre d'affaires déclaré durant les cinq dernières années

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa a) du A-1 de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7-1 : les dossiers administratif, technique et additif prévus à l'article 5 ci-dessus ;

7.2 L'offre financière qui comprend :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

1. La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits) ;
2. Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres ;
3. Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.3 L'offre technique comprend :

- a. L'organigramme de l'équipe dédiée à la gestion du marché objet du présent appel d'offres, il doit être accompagné des curriculum vitae et d'une présentation succincte des atouts de chaque intervenant de l'équipe signés et cachetés.
- b. Copie conforme ou extraite et vérifiable sur le système d'information de l'attestation de déclaration nominative des trois derniers mois de l'ensemble de l'équipe dédiée

2

B. K

à la gestion du marché (modèle 212-2-45). A signaler que le personnel affecté au projet doit faire partie du personnel liées au titulaire par un contrat de travail de droit commun (Les stagiaires ne sont pas acceptés).

- c. Une copie certifiée conforme de l'attestation de certification en cours de validité délivrée par un organisme habilité, si le concurrent dispose d'un système d'assurance qualité.
- d. Une note méthodologique donnant un descriptif détaillé de l'organisation opérationnelle pour répondre aux besoins du maître d'ouvrage en termes de flexibilité, délais, réactivité et disponibilité quantitative et qualitative des agents. Elle devra notamment préciser les éléments suivants :
 - **Approche, stratégie et moyen mobilisés de mise en œuvre pour la prestation ;**
 - **La méthodologie préconisée pour répondre au besoin ;**
 - **Planning de réalisation ;**
 - **Description des livrables de la prestation ;**
 - **Moyens (humains, matériels et organisationnels) mobilisés pour la réalisation de la prestation ;**
 - **Logiciels et système d'information spécifiques à la réalisation de la prestation ;**
 - **Processus de gestion et d'assurance qualité ;**
 - **Modalités de traitement des requêtes.**

7.4 Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;

f) Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai

Minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 12 : REPARTITION EN LOT

Le présent Appel d'Offres est en lot unique

Le jugement des offres, prévu pour le présent appel d'offres, est un jugement par lot.

Chaque lot fait l'objet d'un seul marché et les quantités indiquées au lot unique sont indivisibles. Les offres partielles, techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération.

Pour l'attribution, le maître d'ouvrage procède à l'ouverture, à l'examen des offres du lot unique et à l'attribution par lot.

Les offres de remise sur le prix présenté par les concurrents sont prises en considération.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

a) La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif et le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;

b) La deuxième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

c) La troisième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 Septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'OFPT précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques présentés.

La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres proposées.

La commission se réserve le droit de faire des entretiens d'évaluation des consultants proposés par le prestataire et leur attribuer une note d'évaluation.

1^{ère} phase : Evaluation des capacités techniques et financières des concurrents

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

- Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins trois attestations de références précisant l'ensemble des mentions exigés au niveau de l'article 5 B-2 du présent règlement, se rapportant à des prestations de la même famille, de celles objet du présent appel d'offres, d'un montant supérieur ou égale à 3 millions de dirhams TTC et réalisées. Elles seront appréciées selon les critères d'évaluation.
- En cas d'attestation délivrée par un groupement, celle-ci sera appréciée pour la cote part réalisée par le (s) concurrent(s) et à défaut de renseignement l'attestation en question ne sera pas acceptée.

2^{ème} Phase : Evaluation de l'offre technique

Evaluation des offres des concurrents ;

- Cette évaluation attribue une note NT, qui est la somme des notes obtenues par le concurrent sur la base de l'examen de chaque dossier, conformément à la grille de notation ci-dessous

La note technique NT minimum est de 350/600.

Les concurrents ayant obtenu **une note NT inférieure à 350/600** dans cette phase seront éliminés.

Ci-après la décomposition et les règles d'attribution de la note technique (règles de notation) :

Critère d'évaluation			Note maximale
Notation du dossier technique, du dossier additif et de l'offre technique			600
		Clarté du dossier de réponse	50
		Compréhension du contexte et de la problématique	150
		Approche, stratégie et moyen mobilisés de mise en œuvre pour la prestation	200
		Méthodologie détaillée, processus de gestion et d'assurance qualité	200

1. Clarté et qualité de l'offre technique		Note max 200	Documents à fournir
Clarté du dossier de réponse	<ul style="list-style-type: none"> - Très bon : 30 pts ≤ Note ≤ 50 pts - Bon : 20 pts ≤ Note < 30 pts - Moyen : 10 pts ≤ Note < 20 pts - Insuffisant : Note = 0 pts si Note < 10 Moyenne des notes attribuées par chaque membre de la commission technique		L'Offre technique
Compréhension du contexte et de la problématique	<ul style="list-style-type: none"> - Très bon : 100 pts ≤ Note ≤ 150 pts - Bon : 50 pts ≤ Note < 100 pts - Moyen : 10 pts ≤ Note < 50 pts - Insuffisant : Note = 0 pts si Note < 10 Moyenne des notes attribuées par chaque membre de la commission technique		L'Offre technique
2. Démarche de mise en œuvre		Note max 400	Documents à fournir
Approche, stratégie et moyen mobilisés de mise en œuvre pour la prestation	<ul style="list-style-type: none"> - Très bon : 100 pts ≤ Note ≤ 200 pts - Bon : 50 pts ≤ Note < 100 pts - Moyen : 10 pts ≤ Note < 50 pts - Insuffisant : Note < 10 Moyenne des notes attribuées par chaque membre de la commission technique		L'Offre technique
Méthodologie détaillée, processus de gestion et d'assurance qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Très bon : 100 pts ≤ Note ≤ 200 pts - Bon : 50 pts ≤ Note < 100 pts - Moyen : 10 pts ≤ Note < 50 pts - Insuffisant : Note < 10 Moyenne des notes attribuées par chaque membre de la commission technique		L'Offre technique

Seules les offres ayant une note technique $N_t \geq 350$ pts
seront admises à la phase suivante

3ème Phase : Attribution de l'appel d'offres

Les concurrents éligibles à cette phase sont les concurrents ayant obtenu une note technique de 350 points au minimum.

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 39 et 40 et 137 du règlement des marchés de l'OFPT.

La note financière N_f est définie comme suit :

$$N_f = 100 \times [1 - (|E_a - E_x| / E_a)]$$

Avec E_a : Estimation la plus avantageuse calculée comme suit :

$$E_a = [EMO + \sum(E_x)] / (N_c + 1)$$

EMO : Estimation du maître d'ouvrage

$\sum(E_x)$: Somme des offres financières des concurrents à l'exception de ceux écartés.

N_c : le nombre des concurrents à l'exception de ceux écartés

Note Globale N_G

La note globale est définie comme suit :

ANNEXES :

MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°...../2021 du

Objet: La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.

Passé en application des articles 16, 17 &18 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPT).

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:..... adresse du siège social de la société..... adresse du domicile élu..... affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (2) et (3) n° de patente.....(2) et (3)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

➤ **Montant Minimum**

- Le montant Hors TVA : (en lettre et en chiffre)
- Le montant de la TVA (taux %) : (en lettre et en chiffre)
- Le montant Toutes Taxes Comprises : (en lettre et en chiffre)

➤ **Montant Maximum**

- Le montant Hors TVA : (en lettre et en chiffre)
- Le montant de la TVA (taux %) : (en lettre et en chiffre)
- Le montant Toutes Taxes Comprises : (en lettre et en chiffre)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles

2.2

B. 86

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix.

Objet : La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°
..... (1) n° de patente..... (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB)

Identifiant Commun de l'Entreprise : n° (ICE)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme
juridique de la société) au capital
de:.....

Adresse du siège social de la société..... adresse du
domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le
n°.....(1)

N° de patente.....(1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

- Déclare sur l'honneur :

1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marché de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014);

3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)

5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) à supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

NOTE SUR LES MOYENS HUMAINS ET TECHNIQUES

(Modèle est donnée à titre indicatif)

En cas d'offre présentée par un groupement, chacun des membres établira sa propre note sur les moyens humains et techniques.

A/ Renseignement généraux :

1/ Présentation du concurrent

- 1-1. Nom ou raison sociale,
- 1-2. Adresse du siège sociale,
Adresse du Domicile élu,
Adresse des usines, ateliers et magasins,
- 1-3. N° du téléphone
N° du télécopieur
E-mail
- 1-4. Forme juridique
- 1-5. Date de création
- 1-6. Mode d'exploitation (Propriétaire, exploitant, Gérant, Locataire)
- 1-7. N° de Registre de commerce
Localité d'inscription
- 1-8. N° d'affiliation à la C.N.S.S
- 1-9. Personnes ayant qualité pour engager le concurrent en matière de marchés (Nom, Prénom, Fonction, Référence au statut).
- 1-10. N° du compte courant bancaire (postal ou à la trésorerie Générale).

2/ Organisation – domaine d'activité.

- 2-1 . Groupement d'appartenance
Membre du groupement
Entreprise pilote
Forme de participation
- 2-2 Référence de la société mère ⁽¹⁾
- 2-3 Représentation au Maroc ⁽²⁾(forme, dénomination).
- 2-4 Activité de l'entreprise (Profession, industrie, branche...)
- 2-5 Limites éventuelles de la zone d'action
- 2-6 Firmes, marques commerciales et produits représentés (indiquer si exclusivité de la représentation).
- 2-7 Structure de l'Entreprise (description sommaire).
- 2-8 Implantation (avec adresse des agences et représentation locales)

3/ Références financières

- 3-1. Montant du capital social
- 3-2. Montant du chiffre d'affaire pour les 3 derniers exercices
- 3-3. Références bancaires (joindre attestation de la solvabilité et de capacité financière).
- 3-4. Polices d'assurances

⁽¹⁾ S'il s'agit d'une filiale

⁽²⁾ S'il s'agit d'un concurrent non installé au Maroc

B/ Moyens humains et techniques :

1- Moyens humains :

- 1-1 . Effectif total du personnel employé
- 1-2 . Répartition par catégorie (personnel de direction, cadres supérieurs, cadres techniques, cadre de maîtrise et encadrement, ouvriers, employés...)
- 1-3 . Qualification et expérience professionnelle dans le domaine objet de l'AO
- 1-4 . Fonction exercées et postes occupés au sein de l'entreprise.

2- Moyens matériel et technique :

- 2-1 . Locaux occupé (nombre, superficie, implantation, affectation)
- 2-2 . Equipement et installation (consistance, importance, affectation, implantation...).

3- Liste des prestations exécutées :

- 3-1 . Prestations exécutées pour le secteur public.
- 3-2 . Autres prestations exécutées dans le secteur privé.

(Indiquer l'objet, la date et le lieu d'exécution, le montant de ces prestations ainsi que la dénomination du bénéficiaire).

C/ Autres renseignements (à faire valoir) :

Le concurrent indiquera tout autre renseignement qu'il jugera utile pour éclairer le maître d'ouvrage sur ses capacités, son expérience professionnelle et les moyens dont il dispose (période de fermeture annuelle, appareils et essais de vérification, bureau d'étude de l'entreprise....).

Pour le classement final des offres des concurrents, un coefficient de pondération de **70%** sera appliqué à la note technique **N_T** obtenue par le concurrent pour sa proposition technique et de **30%** à sa proposition financière **N_F**. Les offres seront alors classées en sommant les résultats de ces pondérations **(0,7 N_T + 0,3 N_F) = NG**.

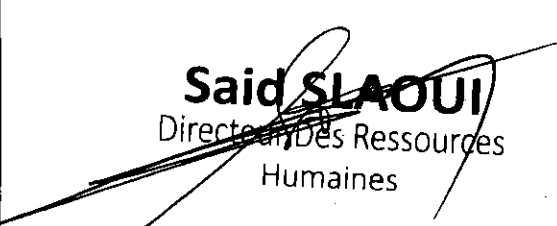

A l'issue de cette étape, l'offre qui sera retenue est celle ayant obtenu la note NG la plus élevée.

Si deux ou plusieurs soumissionnaires obtiennent la même note NG, celui dont la note technique est la plus élevée sera retenu.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issu de l'examen des dossiers administratifs, techniques et de l'offre financière la moins disante.

NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'OFPPT précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage  Said SLAOUI Directeur Des Ressources Humaines	Vérfié par le Service des Marchés :  LE CHEF DU SERVICE DES MARCHES ACHRAF HAJJAJI
--	--



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

**Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail**

TABLEAU ESTIMATION FINANCIERE



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

**Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS
SPECIALES
(C. P. S.)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : PIÈCES INCORPORÉES AU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES	4
ARTICLE 4 : NATURE ET CONTENU DES PRIX	5
ARTICLE 5 : DROITS DE TIMBRES	5
ARTICLE 6 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 7 : DURÉE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 8 : PÉNALITÉS DE RETARD	8
ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF	9
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE LA COMMANDE	9
ARTICLE 11 : LANGUES UTILISÉES	10
ARTICLE 12 : RÉCEPTION	10
ARTICLE 13 : MODALITÉS DE PAIEMENT.	10
ARTICLE 14 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.	11
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 16 : DOMICILE DU CONCURRENT	11
ARTICLE 17 : VALIDITÉ DU MARCHÉ	12
ARTICLE 18 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 19 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF	12
ARTICLE 20 : MOYENS EN PERSONNEL	12
ARTICLE 21 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS	13
ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS	13
ARTICLE 23 : NANTISSEMENT	13
ARTICLE 24 : RÉSILIATION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 25 : MESURES COERCITIVES	14
ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14
BORDEREAU DES PRIX ET DÉTAIL ESTIMATIF	15

2 X

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres Ouvert n° / 2021

Passé en application de l'article 6 « Marchés-cadre », de l'alinéa (al.)2, paragraphe (§) 1 de l'article 16 et § 1 de l'article 17 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 CHAABANE 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T), représenté par son Directeur Général,

et,

d'autre part :

La société :

- Concurrent du compte bancaire : n°

.....

- Ayant son siège au :

.....

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Identification fiscale n° :

- Inscrite au registre de commerce de sous le n° :

.....

- Patente n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, désigné ci-après par le concurrent

R 2 K

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché cadre a pour objet : **La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.**

ARTICLE 2 : PIÈCES INCORPORÉES AU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales,
3. Le bordereau des prix - détail estimatif,
4. L'offre technique du concurrent,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le concurrent du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

1. Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ;
2. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
3. La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
4. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;

R. X

5. L'arrêté 2-3663 du 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPPT ;
6. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
7. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
8. Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
9. La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 : NATURE ET CONTENU DES PRIX

Le présent marché cadre est à prix unitaire.

Les sommes dues au concurrent du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au concurrent une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 5 : DROITS DE TIMBRES

Le concurrent s'acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 6 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

a) Etendue des prestations

La confidentialité :

Le concurrent s'engage à conserver de manière strictement confidentielle toutes informations auxquels ses agents ont accès dans l'exécution de leurs tâches.

La confidentialité concerne l'ensemble de sa Mission à l'OFPPPT, de quelque nature qu'elles soient, dont le concurrent ou ses agents auraient pu avoir connaissance au

B. L. K.

titre du présent marché, et s'engage à n'utiliser lesdites informations que pour les besoins de la réalisation de sa Mission.

Moyens d'exécution :

Le concurrent s'engage au niveau du présent marché à mettre à la disposition de l'OFPPT les ressources nécessaires pour mener à bien le projet.

Il doit également mettre à la disposition de l'OFPPT tous les moyens dont il dispose pour réaliser la prestation requise dans les meilleures conditions.

Le concurrent ne pourra jamais, à cet effet, se prévaloir de manque d'effectif et de matériel pour justifier une prestation autre que celle souhaitée par l'OFPPT.

Réunions de travail :

- Une réunion sera tenue avant le démarrage du marché entre le concurrent et les représentants de l'OFPPT pour étudier les différentes clauses du marché et mettre en place une démarche et planning d'exécution de la prestation.
- Le concurrent et le (s) représentant (s) de l'OFPPT, désigné (s) par l'OFPPT, se réuniront périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés. Le nombre et les dates seront arrêtés en commun accord entre les deux parties.
- Des réunions avec le comité de pilotage, présidé par Monsieur le Directeur des Ressources Humaines, seront tenues selon l'état d'avancement du projet avec le concurrent.
- Le concurrent est tenu d'affecter à l'exécution des prestations au minimum les moyens en personnes et en matériels qu'il a proposés dans son offre. Il ne peut en apporter aucune modification sans l'accord préalable de l'OFPPT.

N.B : Le concurrent exécutera les prestations et remplira ses obligations avec la plus grande diligence, efficacité et économie selon les techniques modernes et pratiques acceptées et utilisées par les normes professionnelles en vigueur. L'OFPPT pourra remettre en cause la qualité des prestations effectuées par le concurrent par simple notification. Le concurrent devra y remédier sans remettre en cause le calendrier prévu pour l'exécution de ce projet.

b) Déroulement des prestations

Le concurrent devra mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à l'atteinte des objectifs de recrutement de l'OFPPT.

Les activités consistent en la mise à disposition des différentes Cités des Métiers et des Compétences (CMC), des profils suivants :

N°	Nature du Personnel	Catégorie	Profil		Quantité annuelle	
			Diplôme	Expérience	Min	Max
1	Cadres dirigeants et Cadres Pédagogiques	Confirmé	Bac+2,Licence, Ingénieur d'état ou équivalent*	3 ans minimum	50	100
2		Expert	Licence, Ingénieur d'état ou équivalent*	Plus que 10 ans	20	40
Sous-total Cadres dirigeants et cadres pédagogiques					70	140
3	Formateurs	Confirmé	Bac+2,Licence, Ingénieur d'état ou équivalent*	3 ans minimum	100	200
4		Expert	Licence, Ingénieur d'état ou équivalent*	Plus que 10 ans	30	60
Sous-total Formateurs					130	260
Effectif Total					200	400

*Le profil sera déterminé et communiqué au concurrent selon le besoin.

Phases du projet :

Le concurrent s'engage à rechercher pour le compte des CMC d'une façon efficiente les profils demandés sur la base de méthodes et approches permettant de garantir la qualité des candidatures dans le respect du délai prescrit par le présent CPS. Tout au long du marché, l'OFPPT présente au concurrent des demandes partielles de profils. Et pour chacune des commandes, le concurrent met à la disposition de l'OFPPT les profils demandés selon les étapes suivantes :

Le prestataire s'engage à respecter la procédure en vigueur notamment la circulaire du chef de gouvernement N° 24/2012.

- 1- Phase de cadrage et de formulation des besoins : A chaque fois que c'est nécessaire, l'OFPPT présente au concurrent une liste des besoins par région selon la catégorie, profil et expérience ainsi que la tranche de salaire et cela selon la procédure prévue pour les recrutements au niveau des CMC (charte de recrutement).
- 2- Phase de publication : le concurrent doit publier les offres d'emploi dans tous les canaux de recrutement.
- 3- Phase de sourcing : Le concurrent recherche les candidats demandés et utilise pour cela la cvthèque dont il dispose et tous les autres canaux de recrutement afin de disposer d'un vivier de candidats de qualité.
Il en sélectionne les profils qui répondent aux exigences du poste (formation, expérience, spécialité, etc.)
- 4- Phase de présélection : Le concurrent confronte les caractéristiques des candidats aux exigences du poste en administrant des tests adaptés (test écrit, test pratique, test de personnalité et/ou entretien).

2. α *

A l'issue de la phase de présélection, le concurrent présente à l'OFPPT au moins 03 candidats par poste dans un délai ne dépassant pas 2 mois après la date de la phase de cadrage et de la formulation du besoin.

Livrable concurrent : Shortlist des candidats à présenter à l'OFPPT dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande de l'OFPPT qui détermine le nombre et le profil demandé et avec un effectif de pas moins de 03 candidats par poste.

- 5- Phase d'évaluation finale : L'OFPPT administre des opérations d'évaluation aux candidats présélectionnés par le concurrent. Les évaluations finales sont effectuées en présence du personnel de l'OFPPT.

A l'issue de l'opération d'évaluation finale, l'OFPPT informe le concurrent des candidats retenus.

Si aucun candidat n'est retenu ou si l'effectif des candidats retenus n'atteint pas l'effectif requis initialement, l'OFPPT en informe le concurrent et formule une nouvelle demande.

- 6- Phase de contractualisation du recrutement : L'OFPPT entame le processus de recrutement avec les candidats retenus.

Dans un délai de 3 mois, l'OFPPT peut mettre fin au recrutement d'un candidat recruté ne donnant pas satisfaction. L'OFPPT informe le concurrent de cette décision et demande de le remplacer selon le même processus et étapes décrites ci-dessus sans charge supplémentaire.

Le remplacement des profils qui n'ont pas donné satisfaction pendant le recrutement ou durant l'exercice de leur fonction est reformulé par l'OFPPT au maximum 3 fois si les candidats ne répondent pas aux attentes.

ARTICLE 7 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une période déterminée n'excédant pas une année. Il est reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives.

La non-reconduction du marché cadre est passée à l'initiative de l'une des deux parties du marché moyennant un préavis de deux (02) mois, notifiée par lettre recommandée ou e-mail.

Le démarrage des prestations objet du présent marché sera effectif dans le délai fixé par l'ordre de service prescrivant au concurrent de commencer l'intervention et ce à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD

Le concurrent encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un **pour mille** (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au concurrent de services.

3.2.11

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le concurrent de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du concurrent et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **50.000,00 dirhams (cinquante milles dirhams)**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au concurrent du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché

Si le concurrent ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 70 du CCAG applicable, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des concurrents s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

ARTICLE 10 : MODALITES DE LA COMMANDE

L'ordre de service de commencement des prestations est établi par le Directeur des Ressources Humaines de l'OFPPT et transmis au concurrent par email, Fax, courrier physique ou tout moyen approprié pouvant assurer une date certaine de réception.

Passés les délais prescrits à l'article 7, à l'article 6 et à l'article 20, les pénalités de retard seront appliquées sans mise en demeure et du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 11 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE 12 : RECEPTION

Une commission désignée par le Directeur des Ressources Humaines de l'OFPPT assurera le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché ainsi que la réception des prestations.

Ladite commission s'assure également de la conformité des prestations réellement exécutées aux spécifications techniques du marché toute en respectant les phases citées au niveau de l'article N°6 du présent CPS.

A la fin de chaque mois, l'OFPPT procédera à la réception provisoire partielle des prestations réalisées, si le concurrent a bien rempli ses engagements contractuels en matière des prestations objet du marché. Un procès-verbal sera établi par l'OFPPT.

La dernière réception provisoire partielle tiendra lieu de la réception provisoire et définitive.

Les prestations exécutées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des prestations exécutées avec le descriptif des prestations indiquées dans l'offre technique.

Si le maître d'ouvrage constate que les prestations de services ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le concurrent procédera à la levée de ces réserves et aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée.

Seules les prestations réceptionnées conformes par l'OFPPT peuvent être payées.

ARTICLE 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le concurrent aux quantités réellement exécutées et réceptionnées (candidats retenus à la phase finale), conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le paiement des prestations réalisées par le concurrent sera réglé, sur présentation de la facture établie en 4 exemplaires.

Les paiements seront effectués selon le bordereau des prix en annexe.

Un PV signé par la commission de réception désignée par le maître d'ouvrage justifiant la conformité de la prestation et des livrables exigés dans les phases exigées par Le

B. d. H.

présent marché cadre sera mis à la disposition des entités habilitées au moment de l'exécution des paiements.

Le paiement des sommes dues sera effectué par virement à un compte courant bancaire du concurrent par le Directeur Général de l'OFPPPT et le Trésorier Payeur auprès de l'OFPPPT. les sommes dues au concurrent seront versées au Compte bancaire RIB (24 positions) Ouvert auprès de.....

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

Les factures doivent être numérotées, cachetées, signées, datées et arrêtées en toutes lettres, de même, elles doivent porter le n° du marché ainsi que le n° du compte du concurrent (postal, bancaire ou du trésor). Elles doivent être déposées à la Direction des Ressources Humaines au 4^{ème} étage du siège de l'OFPPPT sis intersection de la route BO n° 50 et la Route Nationale N°11 Sidi Maarouf Casablanca.

ARTICLE 14 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.

Le concurrent sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPPT, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans ou informations fournis par l'OFPPPT ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le concurrent à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le concurrent, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPPT, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1^{er} paragraphe demeurera la propriété de l'OFPPPT et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'OFPPPT sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du concurrent exécutées.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché ne sera pas acceptée par l'OFPPPT.

ARTICLE 16 : DOMICILE DU CONCURRENT

Le concurrent du marché est tenu d'élire domicile au Maroc. Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du concurrent mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le concurrent est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Q. X. H

ARTICLE 17 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante-quinze (75) jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article **136** du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 19 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Les cautionnements provisoires et définitifs seront restitués dans les conditions prévues par les articles 15 et 16 du CCAG-EMO.

ARTICLE 20 : MOYENS EN PERSONNEL

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le concurrent est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en équipement nécessaires à la mission.

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le concurrent ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du concurrent, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le concurrent présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du concurrent s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le concurrent devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celle de la personne à remplacer.

1) Le concurrent ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

2) Le concurrent est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 21 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le concurrent doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le concurrent, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 23 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par le Directeur Général de l'OFPPT ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le concurrent du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au concurrent du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le trésorier payeur auprès de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du concurrent du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au concurrent du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur ; le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre

B. A. H.

passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

ARTICLE 25 : MESURES COERCITIVES

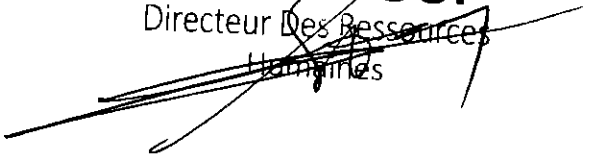
Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le concurrent de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le concurrent de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

LE CONCURRENT	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	<div data-bbox="1007 1256 1358 1391">Said SLAOUI Directeur Des Ressources Humaines</div> 

9 X

BORDEREAU DES PRIX ET DETAIL ESTIMATIF

Objet : La passation d'un marché cadre pour l'assistance technique à la réalisation de l'opération de recrutement à l'OFPPT du personnel d'encadrement et des formateurs au niveau des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) d'Agadir, Laâyoune, Nador, Rabat, Tanger, Béni Mellal, Fès et Guelmim, en lot unique, tout en assurant les différentes étapes de recrutement.

N°	Nature du Personnel	Catégorie	Profil		Quantités annuelles		Prix Unitaire en Dh (Hors TVA)	Prix Total Minimum (Hors TVA)	Prix Total Maximum (Hors TVA)
			Diplôme	Expérience	Minimale	Maximale			
1	- <u>Cadres Dirigeants et Pédagogiques</u>	Confirmé	Bac+2,Licence, Ingénieur d'état ou équivalent	3 ans minimum	50	100			
2		Expert	Licence, Ingénieur d'état ou équivalent	Plus que 10 ans	20	40			
Sous-total Cadres dirigeants et <u>pédagogiques</u>									
					70	140			
3	- <u>Formateurs</u>	Confirmé	Bac+2, Licence, Ingénieur d'état ou équivalent	3 ans minimum	100	200			
4		Expert	Licence, Ingénieur d'état ou équivalent	Plus que 10 ans	30	60			
Sous-total Formateurs									
					200	400			
Prix Total en Dh (Hors TVA)									
Montant TVA (20%)									
Prix Total (TTC)									